

*Initiatives parlementaires*

obligatoires pour réduire la pollution causée par les cheminées des usines et les tuyaux d'échappement des automobiles.

Pourquoi le gouvernement de l'Alberta s'oppose-t-il à ce type de réglementation, alors qu'il est en faveur de règlements dans d'autres secteurs? Il accepte et appuie des règlements dans les secteurs de l'aviation, de l'agriculture, de la santé et de l'hygiène notamment, mais il ne veut pas de réglementation au sujet du changement climatique. Pour quelles raisons le gouvernement de l'Alberta refuse-t-il de faire sa part pour nous aider à respecter une obligation que nous avons à l'égard de la communauté mondiale et à réduire les émissions de gaz à effet de serre, surtout le gaz carbonique qui est le plus courant de tous les gaz de ce genre que nous connaissons?

Par ailleurs, les Albertains veulent protéger l'environnement et nous le savons. Ils comprennent notre obligation internationale. Ainsi, il me semble que les députés et sénateurs albertains ont un rôle à jouer pour convaincre le gouvernement provincial de collaborer.

Pour étayer ce que je viens de dire, je citerai un extrait d'un article paru dans le *Globe and Mail* du 8 novembre. Selon un sondage réalisé par Environics Research Group Ltd.:

Il semble que la population soit également favorable à un changement. Les résultats d'un sondage effectué auprès de 1 500 adultes en août et en septembre ont révélé qu'ils appuyaient vivement la prise de mesures rigoureuses. La majorité d'entre eux ont aussi approuvé une augmentation de 10 p. 100 dans les prix de l'énergie, à condition que l'argent serve à lutter contre la pollution. . .

Voilà une expression très intéressante de l'opinion publique. Dans la *Gazette* du même jour, on invoque le même argument:

Apparemment, la population canadienne est du même avis. La plupart des personnes interrogées au cours d'un nouveau sondage se sont dites disposées à payer 10 p. 100 de plus pour leurs besoins énergétiques si l'argent était utilisé pour réduire la pollution.

Aujourd'hui et d'ici les trois prochains mois, c'est-à-dire jusqu'en février, le ministre fédéral des Ressources naturelles aura la tâche fort difficile d'obtenir la collaboration des provinces et des territoires pour établir un plan national visant à réduire ce type d'émissions dangereuses.

Je pose la question: L'Alberta veut-elle s'éloigner de ces efforts? À quoi lui servirait-il d'être la seule à refuser de participer à des efforts pour tenter d'atteindre l'objectif souhaité, soit de réduire les émissions de dioxyde de carbone, puisqu'on ne peut pas compter uniquement sur les organisations bénévoles?

Pour compléter le tableau, il faut également se demander ce qu'il faut faire. Il faut examiner en profondeur les politiques énergétiques actuelles et les modifier radicalement au palier fédéral, de même qu'aux paliers provincial et municipal.

● (1820)

Prenons, par exemple, le niveau fédéral et, en particulier, le ministère des Ressources naturelles, anciennement connu sous le nom du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

Nous constatons année après année, dans les budgets de ce ministère, et surtout ces dix dernières années, que de généreuses subventions sont accordées à l'industrie des combustibles fossiles. Rien qu'en 1994 et en 1995, la Division de l'énergie du ministère des Ressources naturelles prévoit dépenser au total 383 millions de dollars et il s'agit là d'une seule division de ce ministère.

Me croiriez-vous, monsieur le Président, si je vous disais que 87 p. 100 de ce montant sera dépensé en subventions et en contributions et que la plupart des fonds iront à des projets concernant les combustibles fossiles? Seule une très petite partie de ces fonds va à l'efficacité énergétique, à l'économie d'énergie et à la recherche sur les autres sources d'énergie. À notre époque, étant donné les changements climatiques, cela n'a plus sa raison d'être.

Regardons ce qui se passe au ministère des Finances. Nous y trouvons de généreux remboursements de taxe et des dépenses fiscales qui favorisent tous l'industrie canadienne des combustibles fossiles. En fait, si on regarde ce qui se passe depuis un certain nombre d'années, on constate que l'industrie des combustibles fossiles a profité de subventions extrêmement généreuses sous forme de subventions inconditionnelles, de reports d'impôt, de montants déductibles aux fins de l'impôt, de prêts, de garanties d'emprunt, de subventions à des fins d'exploration, et j'en passe, monsieur le Président.

Selon nos calculs, chaque année, le gouvernement fédéral accorde plus de cinq milliards de dollars au secteur des combustibles fossiles sous forme d'allègements fiscaux. Plus de cinq milliards de dollars en allègements fiscaux! Si on applique à ce montant un taux d'imposition de 20 p. 100, ce genre d'aide ou de subvention—appelez cela comme vous voulez—se traduit par un manque à gagner de plus de un milliard de dollars.

Pas plus tard qu'au mois d'octobre 1993, durant la dernière campagne électorale, quelque 85 millions de dollars sont allés au projet de valorisation du pétrole lourd de Lloydminster, qui finalement a dû être annulé il y a six semaines après avoir fait perdre quelque 945 millions aux contribuables. Je félicite le ministre des Finances de sa décision.

Le montant de 85 millions de dollars qui avait été libéré en octobre 1993 excède de quelque 20 millions de dollars le budget total affecté au Programme de l'efficacité énergétique et des énergies de remplacement. Je répète, le montant accordé au projet de Lloydminster, à la veille de sa mort si l'on peut dire, dépassait de 20 millions de dollars le budget total affecté au Programme de l'efficacité énergétique et des énergies de remplacement.

Cela n'a aucun sens. Il n'y a aucune cohérence entre ce type de décision financière et les décisions budgétaires.

Pire, les crédits affectés pour 1994-1995 aux projets approuvés d'efficacité énergétique et des énergies renouvelables ont été réduits à la suite des contraintes budgétaires. Non seulement ça, le gouvernement à Ottawa a actuellement d'importants investissements dans des mégaprojets de combustibles fossiles, notamment le projet Hibernia, qui représente un engagement de quelque 3 milliards de dollars.